

GRAND MANUEL

D'

ÉCONOMIE

POLITIQUE

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ÉCONOMIE POLITIQUE
COORDONNÉ PAR YANN GUY, ANAÏS HENNEGUELLE ET EMMANUELLE PUISSANT

GRAND MANUEL

— D' —

ÉCONOMIE

POLITIQUE

DUNOD

Conseiller éditorial : Éric Berr

Éditorial : Guillaume Clapeau et Yaël Aouizrat

Fabrication : Martine Pierron

Direction artistique : Studio Dunod

Couverture : Pierre-André Gualino

Mise en page : Lumina Datamatics

NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70% de nos livres en France et 25% en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Dunod, 2023

11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-084101-1

Table des matières

Introduction générale	1
Partie 1	
Histoire de la pensée économique	9
Chapitre 1 Les préclassiques : les mercantilistes et les physiocrates	11
1.1. La question économique ou les origines d'une pensée	12
1.2. La pensée mercantiliste	15
1.3. Les physiocrates	18
Chapitre 2 Des classiques à Marx	22
2.1. Les classiques : le libéralisme contre le système mercantile	22
2.2. La critique non marxiste du courant classique à travers le courant socialiste	29
2.3. Karl Marx et la critique du capitalisme	30
Chapitre 3 Marginalistes et historicistes	34
3.1. La révolution marginaliste	34
3.2. L'École historique allemande	41
Chapitre 4 Le « renouveau des hétérodoxies » : les cycles schumpétériens et la révolution keynésienne	44
4.1. Les cycles économiques selon Schumpeter : innovations, crédit et développement	44
4.2. La « révolution keynésienne »	46

Chapitre 5	Et après Keynes ?	56
5.1.	Les héritiers de Keynes	56
5.2.	Le retour en force des économistes de l'offre	63

Partie 2

Économie institutionnaliste 69

Chapitre 1	L'institutionnalisme historique : une économie politique du changement et de la diversité	71
1.1.	Une économie tissée d'institutions et d'organisations	71
1.2.	Une théorie de l'action instituée et située	73
1.3.	Enquêter pour expliquer des régularités situées et non des lois universelles	75
1.4.	Une économie politique du changement	77
Chapitre 2	Les courants institutionnalistes dans l'histoire	80
2.1.	L'école historique allemande : institutions, développement et réforme sociale	80
2.2.	L'institutionnalisme originel aux États-Unis	83
2.3.	Deux institutionnalismes français : théorie de la régulation et économie des conventions	85
Chapitre 3	La macroéconomie institutionnaliste	91
3.1.	Qu'est-ce qu'une macroéconomie institutionnaliste ?	91
3.2.	Deux approches de macroéconomie institutionnaliste : le post-keynésianisme et la théorie de la régulation	94
Chapitre 4	La mésoéconomie institutionnaliste	101
4.1.	Mésoéconomie : une diversité de systèmes productifs sectoriels et territoriaux	101
4.2.	Les instruments de la mésoéconomie	103
4.3.	Les interactions de la mésoéconomie avec les niveaux micro et macro	107

Chapitre 5	Éléments de microéconomie institutionnaliste	111
5.1.	Fondements d'une microéconomie institutionnaliste	111
5.2.	L'analyse de l'entreprise, organisation centrale du capitalisme	114
Partie 3	<hr/>	
	Économie politique des entreprises et des organisations	123
Chapitre 1	Microéconomie du producteur	125
1.1.	Qu'est-ce qu'un « producteur » dans l'approche néoclassique ?	125
1.2.	L'entreprise concurrentielle	126
1.3.	Modèles de concurrence imparfaite	129
Chapitre 2	Économie industrielle	136
2.1.	Définition et méthode de l'économie industrielle	136
2.2.	Contexte historique de l'émergence de l'économie industrielle	137
2.3.	Le paradigme SCP	145
Chapitre 3	Théories de la firme	151
3.1.	Coase a-t-il découvert la firme ?	151
3.2.	La firme entre contrats et compétences	156
Chapitre 4	Économie des services	161
4.1.	Qu'est-ce qu'un service ?	161
4.2.	La tertiarisation : les services sont-ils (de plus en plus) importants dans l'économie ?	163
4.3.	Comment comprendre la tertiarisation de l'économie ?	166
4.4.	Les services sont-ils productifs ?	169

Chapitre 5	L'économie sociale et solidaire	172
5.1.	Panorama de l'ESS	172
5.2.	Une compréhension de l'ESS autour de grandes controverses	177

Partie 4

Macroéconomie 183

Chapitre 1	La comptabilité nationale	185
1.1.	L'objet et la mesure	185
1.2.	Les comptes de la nation	188
Chapitre 2	Chômage et inflation : la courbe de Phillips	199
2.1.	La théorie de l'emploi	199
2.2.	Deux explications répandues de l'inflation	202
2.3.	Inflation et chômage : la courbe de Phillips	204
2.4.	Inflation, chômage et conflits de répartition	211
Chapitre 3	Répartition du revenu et croissance économique	215
3.1.	La répartition fonctionnelle : un conflit de répartition arbitré par l'État	215
3.2.	Répartition fonctionnelle et demande globale	219
3.3.	Répartition fonctionnelle, activité et croissance économique	221
3.4.	La croissance est-elle tirée par les salaires ou par les profits ?	223
3.5.	Les extensions du modèle	225
Chapitre 4	Le capitalisme est-il stable ou instable ?	228
4.1.	Les termes du problème	228
4.2.	Deux grandes crises	232
4.3.	Le point de vue de Keynes	234
4.4.	La thèse de la fragilité financière de Minsky	235
4.5.	L'instabilité harrodienne	237

Partie 5		
Monnaie, banques, politique monétaire		241
Chapitre 1	Nature de la monnaie et théories monétaires	242
	1.1. La monnaie, institution et fait social total	242
	1.2. L'institutionnalisme monétaire	247
	1.3. La pluralité monétaire	250
	1.4. Monnaie, production et État	254
Chapitre 2	La création monétaire et le rôle des banques	258
	2.1. La création monétaire par les banques de second rang	258
	2.2. La hiérarchisation du système bancaire : le rôle de la banque centrale	260
	2.3. Diviseur de crédit <i>versus</i> multiplicateur de crédit	263
	2.4. La création monétaire par l'extérieur	264
	2.5. Histoire et fonction des banques centrales	265
Chapitre 3	L'évolution de l'action et de la politique monétaire	270
	3.1. Le cadre de la politique monétaire	270
	3.2. L'évolution des régimes de politique monétaire depuis 1950	274
	3.3. Les politiques monétaires conventionnelles aujourd'hui	278
	3.4. Les politiques monétaires non conventionnelles	282
Chapitre 4	Pluralité monétaire et innovations	287
	4.1. Les transformations de la monnaie dans l'histoire	287
	4.2. Crises monétaires : déflation, dollarisation, hyperinflation	290
	4.3. Innovations numériques et souveraineté sur la monnaie	294

Partie 6

Financiarisation, finance internationale

297

Chapitre 1 Finance et efficacité financière 298

1.1. Efficacité allocative, efficacité informationnelle et efficacité technique 300

1.2. L'évaluation financière 305

1.3. Investisseurs fondamentalistes, investisseurs spéculateurs et efficacité de marché 308

1.4. Instabilité financière et convention d'évaluation 312

Chapitre 2 Libéralisation financière, instabilité et dette 319

2.1. La déconnexion entre sphère réelle et la sphère financière 319

2.2. L'instabilité financière endogène de Minsky 322

2.3. La dette, un fardeau ? 324

Chapitre 3 Économie politique des relations monétaires et financières internationales 330

3.1. Le change 330

3.2. Le système monétaire et financier international 339

3.3. Hiérarchie, asymétries et guerre des monnaies 342

3.4. Quelle nouvelle architecture monétaire et financière internationale ? 345

Partie 7

État et économie publique

349

Chapitre 1 Économie des finances publiques 352

1.1. Les dépenses publiques 352

1.2. Recettes publiques et prélèvements obligatoires 356

1.3. La dette publique 362

Chapitre 2 Les politiques conjoncturelles 369

2.1. Les fondements théoriques des politiques conjoncturelles 369

	2.2. Les politiques conjoncturelles en Europe depuis 1990	375
	2.3. De nouvelles crises : pandémie et crise énergétique (2019- ?)	381
Chapitre 3	Les politiques structurelles	383
	3.1. Les fondements théoriques de la politique structurelle	383
	3.2. Les grandes orientations en matière de politiques structurelles dans les pays occidentaux	387
Chapitre 4	Propriété, services et gestion publics	393
	4.1. La propriété publique en question	393
	4.2. Les services publics et leur libéralisation à l'européenne	397
	4.3. Nouvelle gestion publique, partenariats et gouvernances publiques	402
Partie 8	<hr/>	
	Économie internationale	407
Chapitre 1	Théories du commerce international	409
	1.1. Commerce international et avantages de la spécialisation	410
	1.2. La nouvelle théorie du commerce international	413
	1.3. « Ce sont les firmes qui commercent » : la « nouvelle » nouvelle théorie du commerce international	416
Chapitre 2	L'intégration économique dans l'Union européenne	418
	2.1. L'intégration commerciale	418
	2.2. L'Union économique et monétaire	420
	2.3. Enjeux contemporains : politique climatique	424
Chapitre 3	Concepts et théories du développement	428
	3.1. Définition du développement et contours des pays en développement	428

	3.2.	Stratégies et théories du développement	430
	3.3.	L'évolution contemporaine de la doctrine du développement	434
Chapitre 4		Grandes thématiques de l'économie du développement	437
	4.1.	Travail, emploi et protection sociale	437
	4.2.	Genre	439
	4.3.	Éducation	440
	4.4.	Aide publique au développement	441
	4.5.	Santé	443
	4.6.	Pauvreté et inégalités	445
	4.7.	Agriculture et alimentation	446
Chapitre 5		Économie politique internationale	449
	5.1.	Histoire et définition	449
	5.2.	Approche réaliste et approche libérale	451
	5.3.	La théorie de la stabilité hégémonique	452
	5.4.	La théorie des régimes	455
Partie 9	<hr/>		
		Environnement et développement durable	459
Chapitre 1		Durabilité : l'apport de l'économie politique	462
	1.1.	Les économistes et la durabilité : l'apport de l'économie politique	462
	1.2.	Durabilité et développement : historique de deux projets	466
Chapitre 2		Conceptions économiques et méthodes d'évaluation de la valeur environnementale	471
	2.1.	Les néoclassiques : une valeur économique de l'environnement, centrée sur le marché	471
	2.2.	Les approches d'économie politique : une valeur relationnelle, mettant en jeu un large ensemble d'institutions	474

Chapitre 3	La durabilité forte à l'épreuve des crises sanitaires	479
	3.1. Deux grilles de lecture de la relation entre crises sanitaires et système économique	479
	3.2. L'insoutenabilité et les interactions économie-environnement-santé	481
Chapitre 4	La RSE : une affaire d'entreprise ou de société ?	490
	4.1. La RSE : une affaire d'entreprise	491
	4.2. La RSE dans le contexte du développement durable : une affaire de société	493
Chapitre 5	Leviers de durabilité : les communs environnementaux et le rôle de l'action collective	498
	5.1. Les communs : alternative à l'État et au marché ?	499
	5.2. Action collective et communs : quels outils pour conjurer la tragédie ?	503
Chapitre 6	Transitions énergétiques et décroissance	509
	6.1. L'économie écologique au fondement de l'économie énergétique : l'approche du métabolisme social	509
	6.2. Propositions pour la décroissance	512

Partie 10

Économie du travail, relations salariales et politiques d'emploi

517

Chapitre 1	Les analyses en économie du travail	519
	1.1. Les « origines » de l'économie du travail	519
	1.2. La domination du <i>Old Institutionnalism</i> avant 1950 : le travail et ses institutions	521
	1.3. Le rayonnement du <i>Labor Economics</i> dans les dernières décennies : l'analyse théorique du marché du travail	524

Chapitre 2	L'entreprise et la gestion de l'emploi	527
2.1.	Analyser le marché ou l'entreprise pour comprendre le travail et l'emploi ?	527
2.2.	Deux enjeux de la gestion de l'emploi : les salaires et la formation	531
Chapitre 3	Emploi, chômage, salaire : une approche par les indicateurs	536
3.1.	Indicateurs du marché du travail : population active, emploi, chômage	536
3.2.	Le repérage des évolutions de l'emploi et la mesure de la flexibilité du marché du travail	541
3.3.	Les indicateurs de régulation des salaires	543
Chapitre 4	Les politiques publiques d'emploi et de formation professionnelle en France	548
4.1.	Les politiques d'emploi et de formation : une progression continue aux effets structurants sur le « marché du travail »	548
4.2.	Des politiques d'emploi évoluant au fil des représentations des causes du chômage, avec des effets limités en termes de retour à l'emploi	552
4.3.	Les entreprises premières bénéficiaires des politiques d'emploi	555
Chapitre 5	Femmes et hommes sur le marché du travail : ni les mêmes salaires, ni les mêmes emplois	558
5.1.	Pourquoi les femmes consacrent-elles moins de temps au travail rémunéré que les hommes ?	558
5.2.	Pourquoi les femmes occupent-elles des emplois moins rémunérateurs que les hommes ?	562
Chapitre 6	Numérique, emploi, travail	567
6.1.	Automatisation, numérique et l'emploi	567
6.2.	La plateformes de l'emploi et les frontières du travail	571
6.3.	Le numérique et les frontières du travail	573

Partie 11		
Économie des inégalités		575
Chapitre 1	La mesure des inégalités	578
	1.1. Les diverses formes des inégalités	578
	1.2. Les inégalités monétaires	583
	1.3. Les inégalités non-monétaires	588
	1.4. Une synthèse des inégalités : les indices synthétiques	592
Chapitre 2	La dynamique spatio-temporelle des inégalités	594
	2.1. Les inégalités dans le temps long : approche historique	595
	2.2. Inégalités à l'échelle mondiale et mondialisation	597
	2.3. Dimensions spatiales des inégalités	599
Chapitre 3	La protection sociale	604
	3.1. La protection sociale en France : acteurs et principes généraux	604
	3.2. L'histoire de la protection sociale en France	605
	3.3. Le financement du système de protection sociale français	609
	3.4. Une illustration : la branche santé de la protection sociale	612
Chapitre 4	La lutte contre les inégalités	617
	4.1. Pour ou contre les inégalités ?	617
	4.2. Les prélèvements obligatoires : un premier outil pour corriger les inégalités	619
	4.3. Les prestations sociales et les services publics : un instrument majeur de lutte contre les inégalités	623

Partie 12

Méthodologies

		631
Chapitre 1	Les méthodes des économistes	633
	1.1. Les méthodes de l'économie <i>mainstream</i> ... et leurs limites	633
	1.2. L'économie institutionnaliste ou le fait économique comme fait socio-historique	637
Chapitre 2	Les méthodes quantitatives	643
	2.1. Les grands principes des statistiques descriptives et leurs outils	643
	2.2. Les grands principes de l'économétrie, ses usages et ses limites	648
Chapitre 3	Les méthodes qualitatives	657
	3.1. Les enquêtes qualitatives par observations	657
	3.2. Les enquêtes qualitatives par entretiens	660
Chapitre 4	Les méthodes d'évaluation	665
	4.1. « Évaluer » : de quoi parle-t-on ?	665
	4.2. Les expérimentations ou la méthode expérimentale au service de l'évaluation	669
	4.3. Des évaluations pluralistes et compréhensives	672
Chapitre 5	La place des chiffres en économie	677
	5.1. La production de chiffres	677
	5.2. L'utilisation des chiffres en économie	682
	Remerciements	687
	Les auteurs et autrices	689
	Bibliographie	693
	Index des auteurs cités	701
	Index des notions	707

Pourquoi ce manuel ?

Ce *Grand manuel d'économie politique*, réalisé avec le soutien de l'Association française d'économie politique, a pour ambition de combler un vide : il n'existe pas aujourd'hui de manuel qui, dans le même temps, rassemble l'ensemble des sous-champs de l'économie enseignés en premier cycle universitaire et soit centré sur les controverses qui animent la discipline, par définition plurielle. L'idée est de donner aux étudiantes et aux étudiants à lire qu'il existe un pluralisme des approches, des théories et des traditions intellectuelles en économie, que « les économistes » ne forment pas un bloc homogène mais qu'ils et elles sont rassemblés au sein d'écoles de pensée diverses. Connaître les controverses scientifiques et l'hétérogénéité des hypothèses économiques qui en sont à l'origine permet d'obtenir des clefs de compréhension pour les étudiantes et étudiants, afin de comprendre les choix de politiques publiques et de société qui en découlent et que ces savoirs contribuent à justifier (politiques de l'emploi, politiques climatiques, politiques industrielles, réformes de la sécurité sociale, etc.).

Le point d'entrée de ce manuel est le suivant : il n'y a pas une seule manière de faire de l'économie, en dépit d'une tendance au développement hégémonique d'une forme d'économie, dite « standard », cette dernière se positionnant souvent comme la seule science économique sérieuse. Affirmer qu'il existe une pluralité de manières de faire de l'économie aujourd'hui s'accompagne d'un souci de donner à voir, de partager, d'explicitier les controverses scientifiques qui sont fortes et qui sont, selon nous, sources de compréhension.

Un manuel pour expliquer ce qu'est le « pluralisme » en économie

On entend régulièrement dans les médias « les économistes pensent que », « les économistes disent que », « estiment que », etc. Or, les économistes n'existent pas en tant que catégorie homogène : ils et elles ne disent pas tous et toutes la même chose (pour paraphraser le titre d'un autre ouvrage collectif de l'AFEP, *À quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose ?*, 2015, éd. Les Liens qui libèrent).

Sans simplifier à outrance, on peut classer la pluralité des manières de faire de l'économie aujourd'hui en deux grandes catégories, qui elles-mêmes se divisent en une pluralité de courants, d'approches et de méthodes. D'un côté, on trouve l'économie dite standard, ou *mainstream*, ou orthodoxe, dont les fondements théoriques se retrouvent dans l'école néoclassique. De l'autre, on a l'économie dite politique, ou institutionnaliste, ou hétérodoxe. Avoir en tête ces deux grandes catégories permet de présenter de façon simple les socles communs de deux grandes manières de faire de l'économie, et d'y voir un peu plus clair ou moins flou dans le paysage académique de l'économie aujourd'hui.

Dans l'ensemble du manuel, différents termes considérés comme synonymes sont utilisés pour regrouper ces deux grandes catégories d'économistes¹.

- ◆ **L'économie « standard »** est dans le reste de l'ouvrage qualifiée d'économie *mainstream*, d'économie néoclassique, d'économie orthodoxe, d'économie libérale, d'économie dominante.
- ◆ **L'économie « politique »** est, de son côté, qualifiée d'économie institutionnaliste, d'économie hétérodoxe ou encore de socioéconomie.

Encart 1 L'Association française d'économie politique (AFEP)

- L'Association française d'économie politique s'est constituée à la fin de l'année 2009 à l'initiative d'économistes critiques à l'égard de l'orientation académique et intellectuelle prise par leur discipline dans les dernières années. En 2020, l'AFEP réunit environ 600 économistes issus de tous horizons : enseignantes et enseignants, chercheuses et chercheurs, issus d'universités, d'instituts de recherche, d'écoles d'ingénieurs, d'écoles de commerce, etc.
- Cette association professionnelle réunit des chercheurs et chercheuses se reconnaissant comme économistes politiques. Son objectif est double : rendre visible le pluralisme en économie, ses richesses et ses apports d'une part, et contribuer au maintien, et même au développement, de ce pluralisme à l'Université mais aussi dans les médias et dans l'espace public d'autre part. Pour ce faire, l'AFEP produit des études (sur la place des cours d'économie politique dans les licences d'économie en France, sur la part des économistes politiques parmi les enseignants recrutés dans les universités, par exemple), afin de rendre visibles les menaces qui pèsent sur l'économie politique et donc sur le pluralisme en économie.
- Ce pluralisme académique est la condition du pluralisme dans les autres sphères (politique, médiatique, éducative) et constitue donc une condition pour le bon déroulement du débat démocratique.

L'économie dite « standard »

Cette économie s'appuie sur un programme de recherche qui s'est développé tardivement, au XIX^e siècle : l'économie néoclassique, courant devenu dominant au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous proposons dans cette introduction de retenir trois éléments majeurs pour comprendre le socle commun de cette approche.

Dans l'approche néoclassique, premièrement, tout individu est un agent économique rationnel, un *homo œconomicus*, dont le comportement est régi par l'optimisation sous contrainte (exemple : chaque salarié se comporte comme si son intérêt était de maximiser son bien-être en travaillant le moins possible pour un salaire le plus élevé possible).

Deuxièmement, le marché est vu comme l'espace de coordination le plus efficace. La valeur tend à être réduite à la valeur marchande, et ce qui relève même de l'économie tend à être réduit aux échanges marchands.

1. Ces termes ne sont en réalité pas forcément synonymes. Par souci de simplicité et de clarté du propos, nous n'entrons pas ici dans les détails. La partie 2 de ce manuel donne des éléments complémentaires en ce qui concerne l'économie institutionnaliste.

Troisièmement, sur le plan méthodologique, les recherches standards se font dans le cadre d'une démarche hypothético-déductive, en recourant de manière préférentielle à la modélisation mathématique. Autrement dit, l'approche standard passe par une abstraction, dans laquelle l'individu est extrait de la société ou encore des rapports sociaux de production, pour le représenter comme un agent optimisateur. Cette abstraction modélise le comportement de cet agent « toutes choses égales par ailleurs » (quels que soient le lieu, la période, ou encore les modes de régulation – capitalistes ou autres), principalement, voire exclusivement, au travers de relations marchandes. La société est ainsi définie par une agrégation des comportements individuels, ce qui amène les économistes standards à proposer des explications individuelles à la plupart des grandes questions sociales.

Au-delà de cette présentation très synthétique, il faut garder à l'esprit que l'approche standard est, d'un certain point de vue, plurielle. L'histoire de l'approche standard a été, et reste, celle de l'intériorisation d'un certain nombre de critiques contre ses hypothèses fondatrices, qui ont été assouplies et qui continuent de l'être. C'est ainsi que l'on a vu depuis une vingtaine d'années se développer, au sein du *mainstream*, une volonté affichée de proposer des analyses qui se veulent au plus près des faits, ce que l'on a pu nommer le « tournant expérimental ». Prenant appui sur les résultats de la psychologie expérimentale montrant que les individus réels n'agissent pas toujours d'une manière rationnelle, Jean Tirole (Prix de la Banque de Suède, dit « Prix Nobel » d'économie) soutient désormais qu'il faut abandonner l'*homo economicus* et suggère même de prendre en compte les résultats des autres sciences sociales². Cependant, cette proposition ne vient pas remettre en question le corpus conceptuel et théorique de l'économie standard : le cadre général de celle-ci reste individualiste. L'interaction avec les sciences sociales demeure superficielle. Il semble plutôt que nous soyons face à une nouvelle stratégie de l'économie visant à assujettir les sciences sociales en prenant appui sur la maîtrise des techniques quantitatives, devenues l'alpha et l'oméga.

L'économie dite « politique »

La pluralité des approches, des courants, des écoles et des méthodes est très forte en économie dite « politique », ou institutionnaliste, ou hétérodoxe. Même si l'idée n'est pas, encore une fois, de masquer la pluralité, la richesse ou la complexité de l'économie politique (que donne à voir ce *Grand manuel* dans son ensemble), nous proposons à présent d'en extraire un socle commun. Il s'agit ainsi d'en donner une définition substantielle dépassant l'idée que l'économie politique serait « ce qui n'est pas standard », ce qui ne lui accorderait de contenu qu'en réaction à l'économie standard.

L'économie politique défend l'idée que les processus économiques sont plutôt des processus socio-économiques, avant tout fondés sur des rapports sociaux de production, d'échange, de travail. L'économie est ainsi (ré-)encastrée dans son contexte social et dans la société (pour reprendre l'expression de l'encastrement développée par Karl Polanyi, voir encart 2). Dans cette perspective, il est nécessaire d'étudier les contextes et environnements institutionnels des phénomènes socio-économiques. Autrement dit, dans cette approche, toutes choses ne sont jamais égales par ailleurs : au contraire, l'économie politique conçoit la science économique comme

2. Jean Tirole, « L'homo economicus a vécu », *Le Monde*, 5 octobre 2018.

une science sociale parmi d'autres et entend favoriser les dialogues avec les autres sciences sociales (notamment l'histoire et la sociologie, la géographie, la gestion, le droit, l'anthropologie). Elle doit expliquer ces formes institutionnelles particulières dans lesquelles sont insérés, encadrés les phénomènes socio-économiques que l'économie politique analyse. Il s'agit d'une condition nécessaire à la compréhension de la complexité du monde réel, à celle du fonctionnement des sociétés dont les institutions encadrent, régulent, permettent et/ou contraignent les comportements individuels : complexité d'interactions et de rétroactions inhérente aux rapports sociaux, liée à l'incertitude des contextes d'action, possiblement situés dans le temps et dans l'espace.

Encart 2 Polanyi et l'économie désencastrée

- Karl Polanyi (1886-1964) est un penseur d'origine hongroise qui a fortement marqué l'économie politique et la sociologie économique lors des dernières décennies. Son ouvrage majeur est *La grande transformation* (1944) ; on peut citer aussi le volume collectif *Commerce et marché dans les premiers empires* (1957), et le livre posthume *La subsistance de l'homme* (1977).
- Polanyi a défini l'économie comme un « processus institutionnalisé ». L'économie est un domaine de la société qui a pour objet la satisfaction des besoins humains, et passe par les relations des hommes avec la nature et entre eux. Dans son étude historique de longue durée, il observe que les diverses économies ont combiné différentes « formes d'intégration » : la réciprocité, la redistribution et l'échange. Cette dernière forme n'est devenue dominante qu'avec le « système de marché » à partir du XIX^e siècle.
- Une thèse marquante de Polanyi est que dans les sociétés les plus diverses depuis l'Antiquité, les activités économiques étaient encadrées ou imbriquées dans des pratiques et des finalités sociales, celles de la parenté, de la religion, de la politique. Au XIX^e siècle, sous l'impulsion d'une véritable utopie, le libéralisme économique, l'économie s'est autonomisée, désencastrée des autres sphères sociales, pour tendre vers un système de marché autorégulateur. La tentative de transposer l'échange marchand de la sphère des produits à des « marchandises fictives », le travail, la terre, la monnaie, en a été un facteur. Un tel mouvement a engendré des forces de désintégration de la société, qui ont suscité en retour un contre-mouvement de protection sociale. Dans *La grande transformation*, Polanyi voyait ce contre-mouvement à l'œuvre dans le *New Deal* américain, le fascisme allemand, le socialisme soviétique.
- Il pensait qu'après la grande dépression et la Seconde Guerre mondiale, les forces destructrices de l'économie de marché autonomisée avaient été partiellement contenues et il espérait qu'il serait possible de trouver de meilleurs équilibres entre réciprocité, redistribution et échange – une sorte de réencastrement de l'économie dans des finalités sociales. Le retour de la doctrine du marché autorégulateur dans les dernières décennies du XX^e siècle a conféré à sa vision historique une nouvelle actualité.

L'économie politique se distingue donc de l'économie standard par ses postulats fondamentaux. D'une part, elle se dote d'une anthropologie qui ne réduit pas les individus à des agents optimisateurs, éventuellement sujets à des illusions ou à des passions qui les pousseraient à trahir leurs intérêts. L'économie politique conçoit la rationalité individuelle comme étant avant tout située (les individus sont capables d'ajuster leurs comportements en fonction des situations dans lesquelles ils sont engagés) et argumentative (ils sont capables d'avancer des justifications légitimes à l'appui de leurs actions). D'autre part, l'économie politique appréhende la coordination comme étant essentiellement médiatisée par des règles plus ou moins formelles (du contrat jusqu'aux habitudes ou aux routines, en passant

par les normes sociales). À cet égard, elle considère le marché comme un ensemble régulé et organisé politiquement construit, c'est-à-dire comme une institution visant la coordination. L'économie politique met ainsi l'accent sur la pluralité des modalités de coordination, irréductibles à celles du marché : règles d'organisation du travail, d'allocation des revenus et d'imposition, d'exploitation des ressources naturelles, de décision publique, etc. Enfin, en questionnant la notion même de règles, cette approche de l'économie prend au sérieux à la fois la nature politique et morale des faits économiques : elle renvoie à des rapports de pouvoir, plus ou moins légitimes, qui structurent l'action collective en vue d'atteindre un bien commun.

Dans ce contexte, les méthodes sont plurielles, et la modélisation mathématique n'en est qu'une parmi beaucoup d'autres. Elle nécessite de s'interroger sur les variables retenues, sur la construction sociale des indicateurs, y compris sur leurs usages, sur le processus social de la recherche qui met en catégories conceptuelles une partie des phénomènes socio-économiques (voir partie 12). Les méthodes empiriques, qualitatives et quantitatives, hors modélisation mathématique, ont alors toute leur place en économie politique, les représentations sociales dominantes dans une époque, dans une société, étant des institutions déterminantes pour comprendre les systèmes sociaux et les comportements des individus. Par exemple, les travaux empiriques permettent de progresser dans la compréhension de ce qu'une société considère collectivement comme ayant de la valeur (au-delà des formes institutionnalisées de valeurs marchandes).

Pour les tenants du pluralisme, une telle « coupure » en économie n'est pas nécessairement problématique, puisqu'elle révèle différentes manières de faire et de considérer l'économie. Cependant, le problème auquel les sciences économiques sont confrontées en ce début de XXI^e siècle, en France mais également à l'étranger, réside principalement dans le fait qu'une partie de la discipline disqualifie cette approche plus politique de l'économie : l'économie standard devient une économie dominante, *mainstream*, qui tend à s'affirmer comme la seule à pouvoir dire quelque chose du capitalisme tel qu'il existe.

Un manuel pour rendre visible un pluralisme malmené

L'économie néoclassique est devenue *mainstream*. Elle est triplement dominante dans la sphère scientifique, politique et médiatique. Cette domination peut laisser penser aux étudiantes et étudiants qu'il n'y a qu'une seule manière de penser l'économie. Cela pose problème.

Elle est d'abord dominante dans la sphère scientifique ou académique, tant sur le plan de l'enseignement que de la recherche. Le pluralisme est attaqué dans l'enseignement supérieur et la recherche. Les offres universitaires de formation tendent ainsi à être standardisées et à s'homogénéiser, comme si l'économie, « toutes choses égales par ailleurs », pouvait se réduire à une maquette de licence standard, composée de macroéconomie-microéconomie-économétrie-mathématiques-statistiques. Au contraire, la formation à l'économie devrait aussi permettre un accès à la pensée critique, à la controverse scientifique et au débat d'idées, aujourd'hui menacés dans le service public d'enseignement supérieur. Ce manuel

s'inscrit dans ce contexte et espère participer à pallier ce déficit de pluralisme dans bon nombre d'universités, en s'adressant très largement à l'ensemble des étudiantes et étudiants qui s'intéressent aux grandes questions socio-économiques.

L'économie standard exerce également une domination politique. Les expertes et experts les plus écoutés aujourd'hui dans la sphère politique sont des économistes qui sont quasi exclusivement issus des approches standards. C'est l'une des raisons qui permet de comprendre pourquoi les politiques appuient depuis des décennies la baisse du « coût » du travail ou la baisse des dépenses de la protection sociale, et plus généralement prêchent le recul de l'État social.

Enfin, la troisième forme de domination est une domination médiatique. Les expertes et experts en économie régulièrement invités dans les médias de grande audience sont principalement des économistes standards. Cela a des conséquences fortes en termes de constructions et de diffusion de présupposés caractéristiques de l'économie néoclassique. Pour ne prendre qu'un exemple : qui n'a jamais employé le terme « coût du travail » (au lieu de « prix du travail ») ou encore « charges sociales » (au lieu de « cotisations sociales »), sans avoir conscience qu'il s'agit là de présupposés idéologiques ?

Un manuel pour permettre aux étudiantes et étudiants de participer aux débats démocratiques

La question du pluralisme en économie, la mise en débat des controverses scientifiques sont des enjeux de société. Le maintien, et même le développement, du pluralisme sont une condition de la réaffirmation du débat démocratique dans la construction de réponses aux multiples défis en termes de développement économique mais aussi de réponses aux besoins sociaux et environnementaux des populations.

L'économie a envahi l'espace public, et a par conséquent une importance toute particulière dans la société : ce sont bien les questions économiques qui dominent aujourd'hui dans les politiques publiques, dans l'action publique, et plus globalement dans l'actualité sociale. C'est au travers de ce prisme que sont requalifiés des enjeux politiques cruciaux, comme la transition écologique ou la préservation de la biodiversité. Cela explique le lien très fort, mais tacite, entre économie et démocratie. La manière dont on pose les questions économiques, le nombre réduit de réponses apportées ou audibles dans la société, concernent bien les conditions sociales de la production des réflexions et des travaux de recherche en économie. Cela concerne également les choix politiques et les choix de société qui sont opérés sur des questions aussi fondamentales que le travail et l'emploi, la création de richesses, l'industrie, l'écologie, l'égalité entre les membres d'une même société, etc. La construction d'alternatives à un système capitaliste financiarisé, qui ne cesse de faire la preuve de ses limites et de ses dégâts économiques, sociaux et environnementaux, dépend d'une démocratisation des controverses scientifiques, et singulièrement des controverses scientifiques en économie.

L'écologie, la répartition des richesses, le temps de travail, les rapports sociaux de sexe et de race sont autant de défis auxquels une société démocratique doit répondre. La production d'alternatives à un système dominant, qui ne cesse de faire la preuve de ses limites et cause des dégâts avec toujours plus de violence, naît nécessairement de la rencontre entre

des alternatives théoriques et pratiques : la science, la recherche en sciences, est encadrée dans la société et participe au développement de celle-ci. Il ne peut y avoir de démocratie sans pensée critique ayant les mêmes capacités et les mêmes moyens de se développer que la pensée dominante. Cette démocratisation passe par la compréhension collective (et notamment de la part de la jeunesse et des étudiantes et étudiants) des enjeux et des possibles alternatives, et donc par la controverse et le débat.

Comment lire ce manuel ?

Le *Grand manuel d'économie politique* est un projet collectif lié à l'Association française d'économie politique (AFEP, voir encart 1). Parce qu'il s'agit justement d'un ouvrage collectif, les chapitres ne sont pas signés nommément. Les lectrices et lecteurs curieux d'en savoir plus peuvent se référer à la fin du manuel, où figure la liste de l'ensemble des 100 contributrices et contributeurs (dont une soixantaine d'auteurs et autrices et une quarantaine de relecteurs et relectrices).

Ce *Grand manuel d'économie politique* comporte 12 parties (qui regroupent chacune entre 3 et 6 chapitres), dont la lecture peut se faire indépendamment les unes des autres. Un système de renvois permet d'accéder facilement aux notions inconnues développées à d'autres endroits.

La première partie revient sur l'histoire de la pensée économique. Elle introduit de nombreux courants et permet de tracer les contours de la discipline et des controverses principales qui s'y jouent. En ce sens, nous recommandons sa lecture en premier lieu. La deuxième partie rassemble des éléments sur les théories institutionnalistes, peu développées actuellement dans la plupart des manuels de premier cycle universitaire. Elle constitue une partie essentielle à la compréhension des grands débats qui animent l'économie.

Les 9 parties suivantes se centrent sur des objets ou des sous-champs de l'économie dont certains se recoupent en partie : l'entreprise et les organisations (partie 3), la macroéconomie (partie 4), la monnaie (partie 5), la finance (partie 6), l'État et les politiques publiques (partie 7), le commerce international et le développement (partie 8), l'environnement et le développement durable (partie 9), le travail (partie 10), les inégalités (partie 11).

La partie 12 est quant à elle transversale puisqu'elle s'intéresse aux méthodologies de l'économiste, aux outils disponibles, à leurs caractéristiques et à leurs éventuelles limites.

L'ensemble des développements rédigés dans ce manuel est complété par un dispositif d'annexes en ligne. Ces annexes sont accessibles directement sur le site Internet de Dunod en scannant le QR code ci-dessous. Des références bibliographiques complémentaires à celles présentes en fin d'ouvrage y sont également proposées.



Nous invitons l'ensemble des lectrices et lecteurs à y avoir recours : elles et ils y trouveront, pour chaque chapitre du manuel, des éléments complémentaires, des textes originaux commentés, des questions pour aller plus loin, des renvois vers d'autres ressources accessibles sur internet, etc. Nous avons conçu ces annexes en particulier comme potentielles fondations lors de l'élaboration de dossiers de TD, et nous espérons qu'elles seront utilisées en tant que telles.

Enfin, les auteurs et autrices du *Grand manuel d'économie politique* sont conscientes et conscients de l'effet exercé par le langage sur nos représentations mentales. De ce fait, ils et elles ont réfléchi à la convention à adopter à propos de la féminisation des termes. Après de nombreux débats, il a été décidé de ne pas rédiger ce manuel en écriture inclusive pour éviter certaines lourdeurs de lecture. Néanmoins, il a été décidé de féminiser autant que possible les termes utilisés de façon générique (« un producteur / une productrice », « un travailleur / une travailleuse »). Cette convention est certainement très imparfaite : nous espérons que, d'ici quelques années, il sera plus simple d'aboutir à des solutions pour surmonter nos biais langagiers collectifs.

Il nous reste à souhaiter aux lectrices et lecteurs du *Grand manuel d'économie politique* une bonne lecture, ainsi que des découvertes stimulantes de la discipline économique et de ses controverses !

Partie 1

Histoire de la pensée économique

Pour appréhender l'ensemble des thématiques d'économie politique traitées dans ce manuel, il est nécessaire d'avoir en tête les travaux fondateurs de l'histoire de la pensée économique. En effet, de nombreux débats entre économistes sont apparus au cours du temps, certains d'entre eux sont toujours d'actualité.

Les premières réflexions sur les questions économiques sont très anciennes et certaines remontent aux écrits des philosophes de l'Antiquité grecque. Nous commençons notre présentation à partir du xvi^e siècle. À partir de la Renaissance, la pensée économique s'émancipe peu à peu des questions philosophiques ou religieuses. Les auteurs parlent alors d'économie politique, au sens d'une économie inscrite dans des préoccupations politiques et sociales. Les mercantilistes sont les premiers à rechercher les causes possibles de l'accumulation de richesses et de l'amplification du pouvoir des souverains. Ils sont suivis par des auteurs critiques à leur égard, les physiocrates (au cours du $xviii^e$ siècle), qui mettent en avant le rôle de l'agriculture et une première forme de libéralisme (**chapitre 1**).

Au tournant du $xviii^e$ et du xix^e siècle, plusieurs auteurs qualifiés de « classiques » rejettent en grande partie ces travaux. Ils développent une approche fondamentale de la valeur des marchandises, désignée par les termes de « valeur-travail » et se retrouvent assez largement autour d'un rôle essentiel accordé à l'offre (côté production). De nombreuses critiques apparaissent ensuite au sujet de ces théories en grande partie libérales, dont la plus connue est celle de Karl Marx (**chapitre 2**).

À la fin du xix^e siècle, les sciences économiques connaissent un nouveau tournant à travers les travaux marginalistes. Ceux-ci remettent en cause en particulier la notion de valeur-travail des classiques et proposent un raisonnement centré sur la question de l'utilité ; ils conservent toutefois l'angle principalement libéral des classiques et